



NOUVELLES INQUIÉTUDES DANS LE MILIEU DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET DE L'AIDE HUMANITAIRE CONCERNANT LA RIPOSTE DU CANADA À LA COVID-19

RIPOSTE À LA COVID-19 – DEUXIÈME NOTE DE SYNTHÈSE

Introduction

Le secteur du développement international et de l'aide humanitaire réagit face aux défis immédiats occasionnés par la pandémie de covid-19. Après s'être rapidement adaptés pour [s'attaquer](#) aux besoins sanitaires immédiats soulevés par la crise, les organismes de la société civile canadienne se penchent maintenant sur les impacts secondaires de la pandémie et sur ce qui sera nécessaire à moyen et à long terme pour aider les populations vulnérables du monde entier.

Bien que la santé reste un aspect central de la lutte pour soutenir les communautés vulnérables du Canada et d'ailleurs, l'économie et d'autres répercussions sociales de la pandémie exigent aussi que l'on s'y attarde sans délai. Dans ce contexte, les efforts du Canada doivent continuer à s'inspirer d'une approche respectueuse des principes féministes et des droits de la personne tels que précisés dans la *Politique d'aide internationale féministe du Canada*. Les efforts du Canada réalisés ici et à l'étranger sont mus par l'objectif partagé d'assurer la santé et la sécurité et de veiller à la protection des droits de la personne dans le cadre de la riposte à la covid-19.

Cette note de synthèse, deuxième d'une série créée par le CCCI, présente un aperçu des questions émergentes liées à la riposte du Canada à la covid-19. Elle expose les inquiétudes immédiates et à moyen ou long terme du secteur du développement international et de l'aide humanitaire qui se dégagent des webinaires et d'autres entretiens d'organismes de la société civile sur la crise¹.

Veiller à ne laisser personne pour compte

Chacun sait que les communautés les plus vulnérables sont celles les plus touchées par la crise de covid-19. Des conflits, une gouvernance malsaine, les mouvements économiques mondiaux et les changements climatiques les avaient déjà fragilisées avant la crise. Outre l'impact le plus manifeste sur la santé des populations et de la charge accrue sur les structures de santé publique, les aspects suivants préoccupent les organismes :

- les implications de la crise en fonction des genres et la vulnérabilité accrue des populations féminines (surtout les filles),
- l'impact sur l'éducation par suite de la fermeture des écoles et le recul du développement des apprentissages,
- l'insécurité alimentaire,
- l'accès limité à l'eau et aux équipements sanitaires et d'hygiène,

¹ Information dégagée d'appels avec le secteur organisés par :

* Climate Action Network-Réseau action climat (CAN-Rac) Canada, Association canadienne des médecins pour l'environnement (ACME) et 350.org Canada le 9 et le 16 avril. Compte rendu (en anglais) des appels accessible à <https://docs.google.com/document/d/1chzgfvcRulGrIhV5MmZ6QegxWYb2bDlrievEbB6jWw/edit>

* Appel de mise à jour sur la covid-19 destiné aux membres du CCCI qui a eu lieu le 16 avril en présence de Caroline Leclerc, sous-ministre adjointe pour Affaires mondiales Canada, Partenariats pour l'innovation dans le développement, avec 115 participants.

* Appel du CCCI qui a eu lieu le 17 avril avec les dirigeants d'organismes au sujet de la riposte à la covid-19 et ses défis et autres échanges sur l'aide publique au développement qui ont eu lieu avec environ 50 participants.

- partout dans le monde, la perte des moyens de subsistance des personnes qui peuvent difficilement se permettre de rester chez elles,
- l'importance de préserver la justice sociale,
- la violation des droits de la personne et la disparition de l'espace civique.

Ces inquiétudes sont exacerbées par le fait que la crise de la covid-19 pourrait intensifier ces inégalités, surtout dans les États du Sud. Des femmes qui travaillent dans l'industrie du textile au Bangladesh sont [mises à pied](#). Partout dans le monde, des propriétaires de microentreprises n'ont aucune possibilité de vendre leurs produits parce qu'ils sont confinés chez eux. Des maraîchers [ne peuvent pas](#) vendre leurs produits au marché. L'impact économique est bel et bien significatif.

Les organismes canadiens de la société civile ont établi depuis longtemps des liens avec le Sud, sont innovants, font preuve de souplesse et ont de l'expérience dans les approches fondées sur les droits de la personne. Par ailleurs, selon leur [bilan](#) (en anglais), non seulement ils identifient les populations mises de côté mais ils interviennent auprès d'elles. Ils sont donc bien positionnés pour atteindre celles qui souffrent le plus de l'impact de la covid-19.

Du local au mondial : faire le pont

Après avoir porté sur la santé des individus, l'attention devient de plus en plus axée sur l'économie dans les échanges des Canadiens et des Canadiennes sur les réalités au pays. Bien que les organismes soient bien conscients de l'impact économique de la crise sur la population canadienne, ils reconnaissent le besoin de sensibiliser la population au sujet des dimensions internationales. Les organismes du secteur s'efforcent de soutenir leur personnel et les communautés ici et à l'étranger. Cependant, ils doivent composer avec le fait que les interventions ambitieuses à l'étranger suscitent peu d'intérêt.

Cela dit, il est crucial d'aborder les problèmes à l'échelle mondiale pour assurer la sécurité, la prospérité et la résilience communes. Dans notre système de santé mondial et interconnecté, l'engagement de la société canadienne envers un monde plus sécuritaire et plus sain signifie que le Canada est aussi plus sécuritaire et plus sain. Ensuite, l'économie du Canada a des ramifications commerciales dans toutes les parties du globe. Contribuer au rétablissement de l'économie mondiale serait bénéfique pour le Canada. Enfin, il est essentiel de limiter la régression des gains en matière de développement durable et de poursuivre la réalisation des [objectifs du Programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030](#), aspects envers lesquels le Canada s'est engagé à agir ici et à l'étranger.

Dans le cadre de sa riposte à la covid-19, le secteur soutient l'engagement public sur l'impact mondial de la crise et encourage le gouvernement mondial à maintenir ses engagements envers le développement mondial.

Tous ensemble pour mieux s'en remettre

Les membres du secteur du développement international et de l'aide humanitaire du Canada sont en faveur d'une riposte graduelle à la covid-19. Bien que l'on ait accordé la grande priorité à la santé, des stratégies à long terme misant sur le développement de systèmes résilients et la fourniture d'incitatifs pour une reprise juste sont maintenant nécessaires.

En ce sens, le secteur a fait valoir la nécessité des mesures suivantes :

- mener des efforts continus guidés par une approche féministe pour protéger les droits fondamentaux de la personne ici et à l'étranger,
- contrebalancer les interventions immédiates avec l'engagement à long terme,
- alléger la dette des pays partenaires et admettre que les ressources d'aide actuelles seront insuffisantes,
- offrir des programmes incitatifs qui intègrent une réponse humanitaire dans les programmes de développement,
- diversifier les partenariats pour établir des contrats sociaux qui permettent une reprise équitable, résiliente et durable.

Quelles sont les répercussions pour le secteur?

Les signaux du gouvernement du Canada indiquent que celui-ci prévoit de « garder le cap » pour mieux se concentrer sur les objectifs à long terme de développement durable tout en répondant à la crise. Affaires mondiales Canada travaille à offrir des mesures flexibles pour assurer la poursuite des projets du secteur. Toutefois, il met aussi les organismes en garde d'offrir trop de ressources et ainsi manquer d'encore plus de ressources dans une perspective à long terme. Les organismes de la société civile canadienne évalueront les possibilités, projet par projet, d'obtenir des fonds additionnels ou progressifs pour adapter les programmes et les occasions d'adapter la portée des activités des programmes ainsi que d'ajouter des résultats additionnels.

Les représentants du gouvernement ont néanmoins établi des limites claires quant à leur capacité d'adaptation : la finalité des projets ne pourra pas être redéfinie sur une base unilatérale et les requêtes du secteur pour une expansion globale et un renouvellement ne sont pas possibles pour le moment. Le gouvernement et, par ricochet, les projets qu'il finance sont toujours redevables par rapport aux résultats préalablement énoncés.

Dans l'ensemble, les directives du Ministère et les messages émis par les hauts fonctionnaires indiquent que les partenaires du développement du Canada joueront un rôle important dans le succès de la reprise. Les programmes existants auront l'espace requis pour s'adapter à la réalité de la covid-19 et l'on s'attend à ce qu'ils continuent à poursuivre l'atteinte des objectifs à long terme qui caractérisent une reprise juste.

Recommandations à l'intention d'Affaires mondiales Canada

Alors que la riposte canadienne à la covid-19 entame une seconde phase, les inquiétudes du secteur sont aussi partagées par le gouvernement du Canada. La santé, l'eau, les mesures sanitaires et l'hygiène, l'égalité des genres, la sécurité alimentaire, l'éducation, les moyens de subsistance et la lutte aux changements climatiques sont tous interreliés et participent du désir de ne laisser personne pour compte. Tant au Canada qu'à l'étranger, il faut tenir compte des besoins des personnes touchées par la crise et travailler en solidarité pour appuyer les solutions menées localement. L'objectif à long terme devrait porter sur l'amélioration sociale, non seulement à compter de la pandémie mais à partir de la réalité qui précédait. Le Canada doit s'attarder à aider le monde à [mieux se rétablir](#).

Recommandations

- Continuer à assurer à court terme une riposte à la covid-19 respectueuse des droits de la personne et des principes féministes en ciblant l'aide aux femmes, aux filles et aux communautés les plus vulnérables et en travaillant avec les organismes locaux, dont ceux qui défendent les droits des femmes, qui sont des partenaires clés de l'approche canadienne.
- Veiller à ce que la prochaine phase de la riposte du Canada à la covid-19 montre un engagement envers la reprise juste et qu'elle soit assortie d'investissements additionnels en vue d'atténuer l'impact économique de la crise sur l'égalité des genres, la sécurité alimentaire, l'éducation, les moyens de subsistance et la protection des droits de la personne, entre autres.
- Contrebalancer les interventions immédiates avec l'engagement à long terme en continuant à soutenir le secteur du développement international et de l'aide humanitaire et faire preuve de souplesse dans la révision des programmes – y compris dans le contexte de l'aide humanitaire, du développement international et du maintien de la paix – pour répondre aux besoins immédiats tout en soutenant les efforts menant à une reprise juste.

Remarque à l'intention des membres du CCCI

Le CCCI est déterminé à protéger l'information que des membres du secteur lui ont généreusement transmise afin de produire cette note de synthèse. Si vous faites partie des membres du CCCI et que vous souhaitez en savoir plus au sujet des questions évoquées ci-dessus ou des organismes concernés par celles-ci, communiquez avec covid19@ccic.ca et nous ferons tout notre possible pour vous mettre en contact avec ces organismes.